



CSCR

2007 – 2011

CSLP 2^{ème} Génération

Annexe III

Matrice d'Actions du CSLP

2007 - 2009

DECEMBRE 2006

Table des Matières

1	RENFORCEMENT DE LA GESTION DU DEVELOPPEMENT	3
1.1	RENFORCEMENT ET COORDINATION DE LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE DE LA PAUVRETE	3
1.2	DEVELOPPEMENT DES OUTILS D'ANALYSE MACRO SECTORIELLE	3
2	INFRASTRUCTURES ET SECTEUR PRODUCTIF	3
2.1	SECURITE ALIMENTAIRE	3
2.2	DEVELOPPEMENT RURAL	4
2.2.1	<i>Sous secteur agriculture</i>	4
2.2.2	<i>Sous secteur coton</i>	5
2.2.3	<i>Sous secteur élevage et pêche</i>	6
2.2.4	<i>Appui au monde rural</i>	7
2.3	MINES ET INDUSTRIES EXTRACTIVES	8
2.4	DEVELOPPEMENT DES PME-PMI	9
2.5	TOURISME ET ARTISANAT	10
2.6	CULTURE	10
2.7	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	11
2.8	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	12
2.8.1.	<i>Transports</i>	12
2.8.2.	<i>Télécommunications et TIC</i>	13
2.8.3.	<i>Energie</i>	14
3	POURSUITE ET CONSOLIDATION DES REFORMES STRUCTURELLES	15
3.1	CONSOLIDATION DE LA REFORME DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	15
3.1.1	<i>Décentralisation et déconcentration</i>	15
3.1.2	<i>Amélioration et modernisation de la gestion des finances publiques</i>	16
3.2	POURSUITE DE LA REFORME DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES	17
3.3	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER	18
3.4	PROMOTION DE LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE ET DES LIBERTES PUBLIQUES	19
3.5	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE	20
3.6	RENFORCEMENT DES INITIATIVES D'INTEGRATION REGIONALE ET SOUS REGIONALE	21
4	DEVELOPPEMENT DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE	21
4.1	EDUCATION	21
4.2	SANTE	22
4.3	DEVELOPPEMENT SOCIAL	23
4.4	EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT	24
4.5	CREATION ET PROMOTION D'EMPLOIS DURABLES	25
4.6	LUTTE CONTRE LE VIH SIDA	25
5	QUESTIONS TRANSVERSALES	26
5.1	GENRE	26
5.2	PAIX ET SECURITE	26
5.3	L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	26
6	RENFORCEMENT DE L'APPAREIL STATISTIQUE ET DU SUIVI DU CSLP	27
6.1	RENFORCEMENT DE L'APPAREIL STATISTIQUE	27
6.2	RENFORCEMENT DU SUIVI DU CSLP	28

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
-----------	-----------	---------	----------------------	---------	------------------

1 Renforcement de la gestion du développement

1.1 Renforcement et coordination de la stratégie de lutte contre de la pauvreté

Assurer l'articulation entre le CSLP, le budget de l'Etat et le CDMT	Budget conforme aux priorités du CSLP	Prise en compte des priorités du CSLP par le budget de l'Etat et le CDMT	384	2007-2009	CSLP
Assurer la synergie des politiques sectorielles	Synergie entre le CSLP et les politiques sectorielles	Revue sectorielles et globales du CSLP Concertations régionales sur le CSLP		2007-2009 2007	
Renforcer le processus participatif et les capacités des acteurs institutionnels (société civile, comités régionaux et locaux)	Meilleure internalisation du CSLP par les acteurs institutionnels. Mise en cohérence des plans de développement régionaux	Appropriation du CSLP par la société civile à travers des ateliers de restitution Ateliers de dissémination du processus CSLP et réflexion sur sa mise en cohérence avec les plans de développement régionaux et locaux		2007 2008	
Analyser la pauvreté	Série d'études thématiques sur la pauvreté : santé, vulnérabilité, et éducation	Etudes sur la pauvreté et la consommation basées sur les résultats de l'ELIM 2003 et 2006.		1 513	

1.2 Développement des outils d'analyse macro sectorielle

Renforcer les capacités en matière de modélisation et d'analyse macro-économiques	La Cellule du CSLP dispose d'outils d'analyse de l'impact de mesures de politique économique et sociale	Elaboration d'un modèle de micro-simulation (MEGC) pour l'analyse des effets de chocs exogènes et de mesures de politique sur la pauvreté et la distribution des revenus (financement Banque mondiale)	36	2007	CSLP
	Tableau de bord de la conjoncture	Elaboration d'un tableau de bord de conjoncture économique.	U.E. (PAI)	2007-2008	CPM
	Modèle simple de comptabilité nationale	Comptes nationaux et d'analyse macroéconomique.		2007-2008	
	Modèle de prévisions macro-sectorielles, en tant qu'outil d'analyse des secteurs moteurs de la croissance.	Coordination des travaux de modélisation macroéconomique de la DNSI, Cellule macroéconomique et DNPD.		2007-2008	
	Cadres formés	Formation en modélisation et analyse macro économique			

2 Infrastructures et secteur productif

2.1 Sécurité alimentaire

Réduire l'impact des crises alimentaires majeures				2007-09	
Renforcement et élargissement du système de prévention et de gestion des crises alimentaires	Stock de sécurité complet et disponible	- Compléter le SNS à 35 000 tonnes - Constituer le Fond de Stock Alimentaire d'Intervention - Constituer le stock de semences - Financer le transport - Financer les structures de SNA : OPAM, SAP, ONA	8425		MA CSA
Mettre en oeuvre le Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)	La couverture des besoins alimentaires est mieux assurée	-Valorisation des ressources naturelles - Intensification des cultures	16300		MA CSA

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
		- Diversification des systèmes de production - Commercialisation et transformation des produits agricoles - Renforcer les filières céréales - Renforcer la filière poisson et Améliorer l'état de nutrition et de la santé - Renforcer le dispositif de veille et d'alerte notamment dans le cadre du 10 ^{ème} FED			
Mettre en œuvre le PIDRN	Réduction de la vulnérabilité de la région Nord		2470		MA
Mettre en œuvre le PIDRK	Réduction de la vulnérabilité de la région de KIDAL		1740		MA
2.2 Développement rural					
2.2.1 Sous secteur agriculture					
Mise en œuvre de la LOA	- Textes adoptés et signés - Structures mises en place et opérationnelles - Rapports d'évaluation produits	- Conception des textes - Mise en place des structures - Evaluation de la mise en oeuvre	693	2007 - 2009	
Développement des aménagements hydro agricoles	Le nouveau schéma directeur de l'Office du Niger est mis en œuvre	Mettre en œuvre le schéma directeur de l'Office du Niger en tenant compte des nouveaux programmes notamment du programme MCA et du 10 ^{ème} FED			MA
	64 000 ha d'aménagement sont réalisés et bien gérés	Réaliser 64 000 ha			MA
Inventaire du potentiel en ressources aménageables	Le potentiel aménageable est connu et géo référencé.	Recenser les sites aménageables avec un SIG			MA
Développement de l'agriculture mécanisée	Le programme est conçu et mis en œuvre avec un référentiel de normes	Concevoir et mettre en œuvre un programme national d'équipement agricole			MA
Renforcement des capacités des acteurs		Elaborer et mettre en œuvre des programmes de formation notamment dans le cadre du programme MCA			MA
Assurer le développement durable et amélioration des conditions de vie des populations du monde rural.	Aménagement et agriculture irriguée 12 000h Aménagement de 16 000h de bas fond Aménagement de submersion contrôlée de 20 000 h.		124 000		
		Renforcer les capacités de gestion, de programmation, de conception, d'exécution, d'exploitation et de maintenance des infrastructures rurales	10 000		
		Renforcer les infrastructures rurales : pistes rurales communales et intercommunales, l'aménagement et la réhabilitation des périmètres irrigués, la réalisation des points d'eau	500		
	Etudes et plans d'actions réalisés	Développer le portefeuille d'études afin de permettre une bonne planification de la réalisation des programmes d'aménagement hydro-agricole.	5 000		MA

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
Améliorer les performances techniques et économiques des systèmes de production et de valorisation des produits agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Centres de démonstration, de diffusion et de prestation, parcelles et sites mis en place - Producteurs, et transformateurs formés - Artisans mis en place 	<ul style="list-style-type: none"> - Démontrer et promouvoir les innovations technologiques - Former des producteurs et des prestataires de services - Appuyer la diffusion des innovations technologiques par la mise en place d'un fonds d'investissement et d'innovation 	2 400	2007 - 2009	MA
Améliorer les performances économiques des filières agricoles, d'élevage, de pêche et des produits de cueillette	<ul style="list-style-type: none"> - 8 filières performantes appuyées et 8 structures interprofessionnelles créées - 10% d'accroissement des volumes et des valeurs des exportations - 4 projets d'investissements privés importants générés 	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les marchés et les filières - concertation professionnelle - Promotion de l'investissement privé - Amélioration de la qualité des produits et de leur commercialisation 	1 675	2007 - 2009	MA
Faciliter l'accès au financement	<ul style="list-style-type: none"> - Fonds de garantie créé et opérationnel - 500 millions de F.CFA de crédits octroyés et 250 millions de F.CFA de garantie accordés - 90% de taux de remboursement obtenu 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un fonds de garantie - Renforcer les capacités des institutions financières - Promouvoir les instruments financiers novateurs - Améliorer les conditions de distribution du crédit agricole notamment dans le cadre du programme MCA 	700	2007 - 2009	MA
Réaliser des infrastructures de commercialisation et de communication	<ul style="list-style-type: none"> - 2 pôles de centralisation des produits agricoles, 1 laboratoire d'analyse, 3 plateformes multifonctionnelles de transformation et 2 marchés de commercialisation mis en place - 1 111 km de pistes réhabilités 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des infrastructures commerciales - Réhabiliter des pistes rurales 	8 680	2007 - 2009	MA
2.2.2 Sous secteur coton					
Renforcer la capacité des producteurs	Les capacités des producteurs sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la mise en place de sociétés coopératives des producteurs de coton - Former des leaders et des responsables paysans - Alphabétiser les producteurs 		2007-2011	MA/CMDT
Améliorer la gestion de la filière	La gestion concertée de la filière est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> -Mettre en place l'interprofession du coton - Créer l'observatoire du coton - Créer des filiales de la CMDT 		2007-2011	MA/CMDT
Améliorer la productivité et la compétitivité de la filière	La productivité, la compétitivité et la durabilité de la filière sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Financer des activités de recherche sur le coton - Créer l'office de classement du coton - Améliorer le conseil rural - Assurer la production, la certification et l'utilisation des semences - Assurer l'entretien, l'ouverture et la réhabilitation des pistes 		2007-2011	MA/CMDT
Sécuriser et diversifier les revenus	Les revenus des producteurs sont sécurisés et diversifiés	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place la société de la bourse du coton - Alimenter le fonds de soutien - Créer un fonds de calamité 		2007-2011	MA
Augmenter le taux de transformation interne du coton	Le taux de transformation interne du coton est augmenté	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le CERFITEX - Créer de nouvelles unités textiles 	5184	2007-2011	MIC

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
2.2.3 Sous secteur élevage et pêche					
Augmenter et diversifier par des pratiques durables les productions de l'élevage	Le volume de lait de viande, de cuirs et de peaux est augmenté	- Mettre en œuvre le plan de développement des filières lait, peaux, cuirs et aviculture - Poursuivre la mise en œuvre du plan de développement de la filière bétail viande		2007-09	MEP
Contribuer au développement des filières de l'élevage	Une fiche synoptique élaborée pour chaque filière de l'élevage	Mettre en œuvre le programme d'appui à l'apiculture Poursuivre la création de cadres de concertation entre les différents intervenants des filières bétail viande et aviculture		2007-09	MEP
Concevoir et veiller à la mise en œuvre de la politique de développement de la pêche	La production halieutique est augmentée	-Poursuivre la mise en œuvre du schéma directeur de développement de la pêche Mettre en œuvre le système de crédit rural adapté au secteur de la pêche -Elaborer un plan de pêcherie par région - Redynamisation centres piscicole et d'alevinage (MCA)			MEP
Faciliter l'accès au crédit rural en vue du financement des filières de production animale	Les acteurs sont formés en matière de crédit rural	- Poursuivre l'information, la sensibilisation et la formation des producteurs et productrices en micro finances - Mettre en œuvre le système de crédit rural adapté au secteur de l'élevage et de la pêche - Poursuivre l'appui conseil aux jeunes promoteurs intéressés par les activités d'élevage			MEP
Elaborer les programmes nationaux de lutte contre les maladies animales, y compris les zoonoses	Les campagnes de vaccination de 2006 à 2009 sont organisées et officiellement lancées	Organiser et lancer les campagnes de vaccination de 2006 à 2009	60	2007-2009	MEP
	Le taux de couverture vaccinale est passé de 55 % à 80% pour la péri pneumonie contagieuse bovine	- Assurer la production de vaccins - Vacciner les animaux contre les principales maladies.			
	- 60 parcs de vaccination sont réalisés. - La lutte contre la mouche tsé-tsé et les trypanosomoses animales dans les zones infestées est effective	- Réaliser 60 parcs de vaccination de 2007 à 2009 - Organiser la lutte contre les mouches tsé-tsé et les trypanosomoses animales dans les zones infestées			
	Les foyers sont éteints	Eteindre les foyers de maladies			
	Le contrôle des animaux transhumants est assuré	Contrôler les animaux transhumants			
	La surveillance passive des maladies prioritaires et la surveillance active de la grippe aviaire sont assurées Les produits et denrées alimentaires d'origine animale sont régulièrement contrôlés	- Réaliser la surveillance passive des maladies prioritaires et la surveillance active de la grippe aviaire - Inspecter les produits et denrées alimentaires d'origine animale			

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
2.2.4 Appui au monde rural					
Augmenter les rendements et la production agricoles	Coopératives semencières installées dans les cercles. Les producteurs ont accès aux semences améliorées : 1.900.000 ha emblavés en R2/an 200.000 tonnes mis en place/an. Utilisation plus accrue des engrais et augmentation des productions	- Organiser la production et la commercialisation des semences R2 dans les régions. - Faciliter l'acquisition par les producteurs des engrais minéraux	3 135		MA
Renforcer les capacités des producteurs	Les producteurs maîtrisent les techniques de lutte anti-érosive	Former les producteurs aux techniques de lutte anti-érosive			MA
Restaurer la fertilité des sols	750.000 t de fumure produites 1.200 ha protégés, 800 micros barrages construits	- Produire la fumure organique - Appuyer les producteurs dans la réalisation des ouvrages anti-érosifs			MA
Favoriser la création d'emplois pour les jeunes.	.500 jeunes sont installés en agriculture	Faciliter l'accès des jeunes aux terres aménagées et assurer leur formation.			MA
Améliorer les revenus des producteurs	Les cadres créés ont été renforcés	Promouvoir les filières agricoles porteuses (riz, échalote, oignon, maïs, pomme de terre) notamment dans le cadre du MCA et du 10 ^{ème} FED.			MA
Renforcer les capacités des CAA	3 CAA sont réhabilités	Réhabiliter les CAA			MA
Améliorer les performances techniques et économiques des systèmes de production et de valorisation des produits agricoles	- Centres de démonstration, de diffusion et de prestation, parcelles et sites mis en place - Producteurs, et transformateurs formés - Artisans mis en place	- Démontrer et promouvoir les innovations technologiques - Former des producteurs et des prestataires de services - Appuyer la diffusion des innovations technologiques par la mise en place d'un fonds d'investissement et d'innovation	2 400	2007 - 2009	MA
Améliorer les performances économiques des filières agricoles, d'élevage, de pêche et des produits de cueillette	- 8 filières performantes appuyées et 8 structures interprofessionnelles créées - 10% d'accroissement des volumes et des valeurs des exportations - 4 projets d'investissements privés importants générés	- Connaître les marchés et les filières - concertation professionnelle - Promotion de l'investissement privé - Amélioration de la qualité des produits et de leur commercialisation	1 675	2007 - 2009	MA
Faciliter l'accès au financement	- Fonds de garantie créé et opérationnel - 500 millions de F.CFA de crédits octroyés et 250 millions de F.CFA de garantie accordés - 90% de taux de remboursement obtenu	- Mettre en place un fonds de garantie - Renforcer les capacités des institutions financières - Promouvoir les instruments financiers novateurs	700	2007 - 2009	MA
Réaliser des infrastructures de commercialisation et de communication	- 2 pôles de centralisation des produits agricoles, 1 laboratoire d'analyse, 3 plateformes multifonctionnelles de transformation et 2 marchés de commercialisation mis en place - 1 111 km de pistes réhabilités	- Réaliser des infrastructures commerciales - Réhabiliter des pistes rurales	8 680	2007 - 2009	MA
Conseil agricole		Poursuivre la contractualisation des services de vulgarisation			MA MEP

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
Recherche agricole		Poursuivre les progrès de recherche et de formation			MA MEP
Appui aux chambres et aux organisations paysannes		- Renforcer les capacités des producteurs - Mettre en place des organisations faitières par filières porteuses			MA MEP
Rationalisation des services des ministères		Mettre en œuvre la LOA			MA MEP
Suivi –évaluation permanent des politiques, des stratégies, des projets et programmes dans les sous secteurs de l’agriculture, de l’élevage et de la pêche	-La gestion des projets et programmes est améliorée -les politiques et stratégies sont mieux élaborées	Elaborer et mettre en œuvre d’un système de suivi permanent des projets et programmes des sous secteurs de l’agriculture, de l’élevage et de la pêche	200		MA MEP
Mise en place d’un Système permanent de statistique Agricole	- Les informations sur les résultats des campagnes sont fournies. - Un bilan alimentaire est élaboré. - Une plate forme pour collecter et intégrer régulièrement toutes les informations est bâtie	- Fournir des informations sur les résultats des campagnes agricoles - Réunir les éléments d’information pour l’élaboration d’un bilan alimentaire - Assurer la production de séries statistiques sur une base cohérente	984		MA MEP
Mise en œuvre du système d’information des filières agricoles (SIFA)	Une centrale d’information existe et est fonctionnelle. Un comité de validation des données est mis en place .Des modèles d’aide à la décision sont conçus par filière Les informations stratégiques sont traitées et diffusées	-.Archiver les informations - Mettre en place des cadres de concertation - Fournir des informations par filière - Traiter des informations stratégiques et les diffuser	1 153		MA MEP
2.3 Mines et industries extractives					
Développement du secteur aurifère dans une démarche de développement durable	Amélioration du cadre juridique, réglementaire et institutionnel, notamment en matière de fiscalité aurifère	- Etude sur la réforme de la fiscalité aurifère en vue d’introduire une réduction graduelle des avantages fiscaux. - Exploitation plus rationnelle et durable des ressources minières aurifères.			MMEE, MPIPME, PASC
Améliorer les connaissances géologiques et minières	Cartographie géologique et inventaire minier	Des cartes géologiques, géochimiques et d’indices sont réalisées	18 000	2007 - 2016	MMEE, MPIPME, PASC
Améliorer l’environnement réglementaire et institutionnel des secteurs minier et pétrolier	Revue de la législation et des règlements Réforme institutionnelle et renforcement des capacités techniques humaines	Législation et règlements révisés institutions réformées et capacités renforcées et personnel formé	2 800	2007 - 2011	MMEE, MPIPME, PASC
Intensifier, développer et diversifier les ressources minières	Promotion et développement des indices	Etudes de faisabilité technique, économique et financière : . minerais métalliques . pour la relance de l’exploitation des carrières de marbre. . pour la relance des carrières alimentant la cimenterie . carrières de phosphate . tourbe et charbon	10 000	2007 - 2016	MMEE, MPIPME, PASC
Améliorer le suivi, de contrôle et d’évaluation des activités et des projets miniers et pétroliers	Mise en place du mécanisme de suivi, de contrôle et d’évaluation des activités et des projets miniers et pétroliers	Le suivi, de contrôle et d’évaluation des activités et des projets miniers et pétroliers est amélioré	200	2007 - 2008	MMEE, MPIPME, PASC

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
Promouvoir l'artisanat minier et la petite mine	Appui à l'exploitation artisanale et à la petite mine	L'exploitation artisanale et la petite mine sont appuyées	5 000	2007 - 2011	MMEE, MPIPME, PASC
Améliorer le suivi du financement du secteur minier	Mise en place du mécanisme de financement du secteur minier	Le suivi du financement du secteur est amélioré	20 000	2007 à 2016	MMEE, MPIPME, PASC
Développer les communautés situées auprès des zones minières	Mise en place d'une stratégie de développement des communautés situées auprès des zones minières	La stratégie de développement des communautés situées auprès des zones minières est élaborée et mise en oeuvre	5 000	2007 - 2016	MMEE, MPIPME, PASC
Contrôler au sol les anomalies découvertes	Prospection géologique et cartographie détaillée,	Des anomalies géologiques sont confirmées	10 000	2007 à 2016	MMEE, MPIPME, PASC
Collecter, diffuser et traiter l'information géo scientifique	Compilation de données, analyses d'échantillons	des données sont compilées et d'échantillons sont analysés.	1 000	2007 à 2016	MMEE, MPIPME, PASC
Procéder à l'inventaire et à la promotion des matériaux de construction et des minéraux industriels	Identification et cartographie des zones potentiellement riches en matériaux de construction et en minéraux industriels	Des zones à potentiel riches en matériaux de construction et en minéraux industriels sont identifiées et étudiées	10 000	2007- 16	MMEE, MPIPME, PASC
2.4 Développement des PME-PMI					
Développer les PMI-PME	La compétitivité des entreprises industrielles ciblées est améliorée	Mise en œuvre du PRMN	7 221	2007-2011	MIC, MPIPME, PASC
Reformer la législation fiscale pour le rendre plus incitative	Le poids de la fiscalité sur les entreprises a baissé	- Organisation des états généraux de la fiscalité - Révision des textes législatifs et réglementaires	75	2007-2008 2008-2009	MEF, PASC, Mali Finance MEF, MPIPME, PASC, Mali Finance
Améliorer l'environnement des affaires	Environnement des affaires amélioré	- Intensification des mesures de lutte contre la fraude et la concurrence déloyale - Appuyer le projet d'appui aux commerçants détaillants	100 4 000	2007 2011	MIC, MPIPME, PASC
Renforcer le fonctionnement institutionnel et réglementaire des marchés	Les pratiques anti-concurrentielles (fraude, contrefaçon, contrebande) sont fortement réduites)	- Mise en œuvre du plan de lutte contre les importations frauduleuses - Elaboration et mise en œuvre d'un plan de lutte contre la corruption dans l'Administration publique : passation des marchés publics, mobilisation des recettes de l'Etat, gestion des ressources humaines de l'Etat	100 200	2007-2009	MEF, MIC, MPIPME, PASC
Renforcer les capacités des institutions financières existantes	La situation financière des établissements de crédit et des compagnies d'assurance en difficulté est assainie	Préparer et appuyer la mise en œuvre d'un plan d'assainissement de la situation financière et de renforcement des capacités institutionnelles des institutions financières en difficulté	100	2009	MEF, PDSF, MPIPME, PASC, PCDA, Mali Finance

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
Identifier les besoins réels d'infrastructures pour le développement du secteur privé	Les besoins réels en infrastructures pour le développement du secteur privé sont identifiés.	Réalisation d'études pour déterminer les besoins du secteur privé en infrastructures (transports, eau, électricité, zones industrielles, téléphone, internet).	80	2008	Ministères en charge des infrastructures, MA, MPIPME, PASC, PST2.
Identifier les besoins en modernisation ou renouvellement des équipements nécessaires au renforcement de la compétitivité des entreprises	Les besoins réels en équipements pour le développement du secteur privé sont identifiés	Réalisation d'études pour identifier les besoins en renouvellement ou modernisation d'équipements, notamment dans les domaines du transport (routier, ferroviaire, fluvial..), de l'informatique, des technologies de l'information, etc.	80	2008	Ministères en charge des transports, des équipements, MPIPME, PASC, AGETIC
2.5 Tourisme et artisanat					
Promotion du tourisme		Elaboration du PDDT			
	800 opérateurs du secteur privé sont formés	Formation des professionnels	145	2007-2010	MAT, MPIPME, PASC
	10 manifestations nationales sont appuyées par an	Appui aux manifestations culturelles	140	2007-2010	MAT
	5 villes touristiques sont appuyées par an	Appui à l'assainissement des villes touristiques	50	2007-2010	MAT
	La gestion de l'Administration Nationale est assurée	Gestion ordinaire de l'Administration Nationale du tourisme	681,4	2007-2010	MEF, MAT
Promotion de l'artisanat	100 artisans sont formés 25 élus sont formés 1000 apprentis sont formés	Formation des artisans, des élus et des apprentis	436	2007 - 2009	MAT, MPIPME, PASC
	Les artisans du Mali sont recensés	Recensement des artisans	85	2008	MAT/MPAT
	- Les CRPA de BKO/KOUL/TOMB/GAO/KIDAL sont installés - 3 CM sont installés par an - Toutes les CM sont renouvelées	Installation des CM et des CRPA	215	2007 - 2009	MAT
	Les budgets de fonctionnement, d'équipement et de promotion de l'artisanat sont mis en place	Gestion ordinaire de la direction nationale de l'artisanat	874	2007 - 2009	MAT
2.6 Culture					
Améliorer la qualité des ressources humaines	La création d'industries professionnelles et la structuration de l'économie de la culture sont réalisées	Création d'une Agence pour la promotion des industries culturelles	600	2007-2009	MC

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
	La qualité et la quantité de la production nationale ont augmenté	Ouverture du Studio-école cinématographique	450	2007-2009	MC
Protéger et promouvoir le patrimoine culturel	La restauration et la réhabilitation des sites du patrimoine, l'enrichissement des circuits touristiques sont assurées	Création d'une Agence Nationale du patrimoine culturel	800	2007-2009	MC
	Le patrimoine culturel est mieux connu	Production d'ouvrages sur le patrimoine culturel	75	2007-2009	MC
Promouvoir les activités artistiques et culturelles	L'identité culturelle et l'unité nationale sont préservées	Organisation de manifestations artistiques et culturelles	600	2007-2009	MC
	Des manifestations culturelles pour la promotion de la diversité des expressions culturelles, de la paix et de la stabilité sont organisées	Promotion des échanges culturels	500	2007-2009	MC
Générer des produits culturels	L'histoire du Mali est mieux connue	Production de films sur les épopées du Mali	600	2007-2009	MC
	La production nationale est accrue	Production de séries TV	180	2007-2009	MC
	La production nationale est accrue	Production de Sit com.	150	2007-2009	MC
2.7 Protection de l'environnement et gestion des ressources naturelles					
Contribuer à l'amélioration du cadre de vie	Les conditions de l'habitat naturel et la fréquence éco touristique sont améliorées suite à l'implication des populations dans l'assainissement	-Elaborer la politique nationale d'assainissement et ses stratégies -Organiser le forum de l'assainissement	300	2007	MEA
Mettre en œuvre les PSA des villes	Des ouvrages individuels et collectifs sont réalisés ; Des emplois sont créés ; Le cadre de vie est amélioré.	Construire 300 latrines améliorées, 500 km de caniveaux, 250 km de collecteurs, 100 dépôts de transit, 5décharges finales 600 puisards lavoirs, 50000 ml de réseaux d'égout	14 400	2007 - 2009	MEA
Contribuer à la conservation de la diversité biologique	Les concertations sur les avant projets des textes de transfert de gestion des ressources naturelles sont organisées	Organisation des concertations sur les avant projets des textes de transfert de gestion des ressources naturelles	200	2007	MEA
Protéger les berges contre l'érosion et l'ensablement	Les berges du fleuve Niger sont aménagées au niveau de agglomérations	Aménagement et protection du corridor fluvial sur le Niger	3 750	2007 - 2009	MEA
Assurer une gestion intégrée des écosystèmes du bassin du fleuve Niger	Un système d'information géographique adéquat pour les besoins de l'ABFN est mis en place	- Gestion et Structuration de l'information territoriale des sous bassins du fleuve Niger	1 967	2007 - 2009	MEA

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
	L'information territoriale sur les ressources de sous bassin (DIN, Boucle du Niger) est accessible	- Evaluation des ressources du bassin fluvial			
Assurer une gestion durable des ressources forestières et fauniques	Les plans d'aménagement et de gestion des forêts et aires protégées de 5 Zones Humides, 2 Zones de Biodiversité, 2 Zones d'Intérêt Cynégétique, 1 Zone de pâturage, 4 FC, sont élaborés	Elaboration des plans d'aménagement et de gestion des forêts et aires protégées de 5 Zones Humides, 2 Zones de Biodiversité, 2 Zones d'Intérêt Cynégétique, 1 Zone de pâturage, 4 FC,	900	2007-2008	MEA
Créer et entretenir une meilleure synergie entre les différents programmes en vigueur	-Les organes du CIGQE sont fonctionnels Les capacités des cadres sont renforcées	-Organisation des réunions des organes du STP/ CIGQE - Renforcer les capacités des cadres (négociation, formulation des projets, élaboration d'outils et de guides méthodologiques.etc)	60 40	2007-2009	MEA
Renforcer les capacités organisationnelles de l'Agence	Les capacités institutionnelles de l'ABFN et des usagers sont renforcées	Renforcement et Développement des capacités institutionnelles de l'ABFN	1 235	2007 - 2009	MEA
Mettre en place un système d'information, de suivi et de surveillance relatif aux questions environnementales et d'assainissement	Le rapport sur l'état de l'environnement est élaboré et diffusé	Elaborer et diffuser le rapport annuel sur l'état de l'environnement	200	2007-2009	MEA

2.8 Développement des infrastructures

2.8.1. Transports

Politique - Infrastructures de Transports					MET
Amélioration de la politique nationale des transports, du financement de l'entretien routier, de la privatisation des infrastructures par mises en concession, de facilitation du transit et de la mise en œuvre des réglementations	Mise à jour du schéma directeur du développement du réseau d'infrastructures des transports : meilleure mobilisation des ressources intérieures, meilleure gestion du transport ferroviaire et aérien et renforcement de la sécurité routière	Relecture de la Lettre de la Politique Nationale des Transports., appui à l'Autorité Routière, poursuite de la mise en œuvre de la concession aéroportuaire et facilitation du transport	55 050	2007-2009	MET
Désenclavement intérieur et extérieur du pays	L'état des routes est amélioré Amélioration de l'état du réseau et de l'accessibilité des zones	- Entretien courant du réseau prioritaire (32 281 Km) - Entretien périodique des routes (1894 km) - Réhabilitation (5 450 km de route) Construction de 16 959 km de route	51 652 54 402 115 318 387 070	2007-2011	MET
	Ponts sont construits et les bacs disponibles	Construction de ponts et bacs (6 ponts et 10 bacs)	33 030	2007-2011	MET
		Voirie urbaine (640 km)	45 750	2007-2011	MET

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
	Voie ferrée entretenue Réduction des temps et coûts de transport	Entretien et réhabilitation de la voie ferrée Bamako-Kayes-Diboli (347 km)	8 549	2007-2011	
	Infrastructures aéroportuaires passagers et fret et météorologiques construites et réhabilitées notamment dans le cadre du programme MCA	Extension, réhabilitation et entretien des infrastructures aéroportuaires passagers et fret et météorologiques notamment dans le cadre du programme MCA	73 172	2007-2011	MET
	Quais et ports sont construits	Transports fluvial (Construction quais et berges, ports fluviaux)	7 020	2007-2011	MET
Assurer suivi les projets de facilitation des transports et renforcement des capacités	L'administration des transports est opérationnelle	Facilitation des transports	1 200	2007-2009	MET
	Le nombre d'accidents a diminué	Sécurité routière, VIH / SIDA et protection de l'environnement notamment dans le cadre du 10 ^{ème} FED	4 200	2007-2009	MET
2.8.2. Télécommunications et TIC					
Adapter le cadre juridique et institutionnel et à la promotion et au développement des TIC	Les textes adoptés et les informations sont disponibles en lignes	Mettre en place un cadre juridique et réglementaire	185	2007	MCNT, MJ, MEF, MFPRERI, SGG.
Développer les infrastructures de TELECOM	Les projets sont réalisés et les communes sont desservies	Exécuter les projets d'infrastructures	2 190	2007	MCNT
Intégrer les technologies de l'information et de la communication dans les programmes de l'éducation formelle et non formelle, l'administration scolaire et la recherche scientifique. Promouvoir l'informatique médicale en vue de généraliser les activités de télémédecine et le développement d'applications informatiques spécifiques au domaine de la santé	Les établissements sont connectés par an, des outils pédagogiques et des curricula appropriés sont disponibles	Equiper en matériel TIC et connecter tous les établissements scolaires et universitaires du pays. Programme de formation des agents à l'entretien et à l'utilisation de ce matériel	14 620	2007-2011	MEN, MCNT, Secteur Privé, MEFP
Utiliser les TIC pour assurer la transparence, la circulation efficiente de l'information au sein de l'administration elle-même et l'égalité d'accès aux informations publiques de tous les citoyens	Les départements sont progressivement connectés à travers l'intranet	Installer le réseau intranet de l'administration de façon progressive en reliant les départements ministériels, les services publics et leurs démembrements dans les régions et les communes	6 285	2007-2011	MCNT, MEFP, MFPRERI, MPAT, Usagers
Procéder au désenclavement numérique progressif des communes du Mali	Les communes sont connectées, les services sont fournis, les Email sont disponibles et utilisées par les communes. Les agents sont formés, utilisation effective des TIC	Programmer la connexion des communes du Mali par phases successives	5 669	2007-2009	MATCL, Communes, MCNT, Usagers, ONG, MPIPME, PASC

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
2.8.3. Energie					
Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût	La part ENR croit dans la production nationale d'électricité de 8%	Promotion et valorisation des ENR	15	2007-2011	MMEE MMEE
Valorisation des potentialités énergétiques	La couverture électrique du pays passe à 50% Le taux d'électrification rurale passe à 15%		500	2007-2011	MMEE
Diversification des sources d'approvisionnement en produits pétroliers et accroissement des capacités de stockage.	les capacités de stockage du pays passent à 120 000 m ³		33	2007-2011	MMEE
Maîtrise de l'offre et de la demande	la mise sous gestion communautaire passe à 2,75 millions d'hectares La consommation énergétique globale du pays en combustibles ligneux passe à 65%		33	2007-2011	MMEE
	les applications pacifiques des technologies basées sur les rayonnements ionisants sont contrôlées ; la sûreté radiologique et la sécurité des sources radioactives et équipements associés sur le territoire national sont maîtrisées	Planification, mise en œuvre et suivi évaluation des projets et programmes dans le cadre de la coopération technique avec l'AIEA	28	2007-2011	MMEE
Assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les risques inhérents aux services énergétiques	Les performances des services énergétiques sont optimisées	Professionnalisation de la fourniture des services énergétiques pour optimiser leurs performances et minimiser les risques de ruptures de services et d'accidents.	4	2007-2011	MMEE
	L'évaluation et l'atténuation des impacts environnementaux sont automatiquement pris en compte	Evaluation et atténuation systématique des impacts environnementaux dans la conception, la réalisation et l'exploitation des infrastructures et équipements énergétiques.	5	2007-2011	MMEE
Renforcer les capacités d'orientation, de gestion, de contrôle et de pilotage stratégique du secteur de l'énergie	Le secteur est doté d'un cadre institutionnel, législatif et réglementaire.	Etablissement d'un cadre institutionnel, législatif, réglementaire adapté aux exigences de développement du secteur énergétique national.	3	2007-2011	MMEE

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
	Le secteur est renforcé en ressources humaines, matérielles et financières	Promotion des mesures de renforcement des capacités en ressources humaines, matérielles et financières des acteurs publics, parapublics et privés du secteur de l'énergie.	2	2007-2011	MMEE
	L'existence d'un bon système de communication	Promotion de la communication et la concertation entre les différents acteurs du secteur énergétique.	2	2007-2011	MMEE
4. Renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'énergie	Le secteur est bien impliqué dans les programmes énergétiques extérieurs	Soutien et participation aux projets et programmes énergétiques sous régionaux, régionaux et internationaux.	3	2007-2011	MMEE

3 Poursuite et Consolidation des réformes structurelles

3.1 Consolidation de la réforme des administrations publiques

3.1.1 Décentralisation et déconcentration

Renforcement des capacités des Collectivités Territoriales et des acteurs de la décentralisation					
	Cadre institutionnel adapté aux défis de la décentralisation	Renforcement du cadre institutionnel de la décentralisation notamment dans le cadre du 10 ^{ème} FED	94	2007-2009	DAIL
	Collectivités Territoriales renforcées exercent effectivement leurs compétences	Poursuite du processus de transfert de compétence	18	2007-2009	DAIL
	Capacités des acteurs de la décentralisation renforcées	Renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation notamment dans le cadre du 10 ^{ème} FED	6 875	2007-2009	MATCL
	Développement local et régional dynamisé	Appui à la dynamique de développement local et régional	672		MATCL
	Processus de décentralisation mieux pilotée et coordonnée	Pilotage et coordination du processus de décentralisation	428		MFPREI, MATCL DIAL
	Meilleure information autour des questions liées à la décentralisation	Mise en œuvre d'un système performant de communication autour de la décentralisation	200		MATCL, MFPREI
Amélioration des niveaux d'équipement des CT notamment dans les secteurs de l'éducation, de l'hydraulique et de la santé					
	Collectivités Territoriales mieux équipées	Financement des besoins d'investissement des Collectivités Territoriales à travers le FICT géré par l'ANICT	33 828		MATCL
	Investissements des Collectivités Territoriales fonctionnels et entretenus	Financement des besoins en fonctionnement des Collectivités Territoriales y compris les subventions de l'EPA à travers le FICT géré par l'ANICT	1 958		MATCL

Déconcentration Faire descendre le centre de gravité de l'Administration d'Etat	- Les Administrations déconcentrées disposent de nouveaux organigrammes et	- Audit organisationnel et présentation du nouvel organigramme des Administrations déconcentrées		2007-2009	MATCL
---	--	--	--	-----------	-------

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
du niveau central au plus près des élus et des populations	cadres organiques et de moyens humains et financiers adéquats - Les relations entre les autorités déconcentrées et les autorités décentralisées sont institutionnalisées - Une politique d'aménagement du territoire comprenant des outils de planification est définie	- Mise en œuvre par chaque Ministère de son plan de transfert des ressources et dotation en moyens appropriés - Valorisation des opérations des Comités Régionaux d'orientation et appui pour la réalisation par ces CRO d'un diagnostic territorial - Elaboration de plans d'actions qui traduiront la stratégie en programme de développement régional et identifieront des priorités	6358		MFPRERI MEF Tous ministères
3.1.2 Amélioration et modernisation de la gestion des finances publiques					
Amélioration de la qualité de préparation et d'exécution du Budget	- Capacités de la DGB et des DRG renforcées - Qualité de préparation des budgets programmes par les Départements améliorée - Procédures budgétaires normalisées et pouvant être certifiées - Exécution du Budget suivie en temps réel et productivité et fiabilité des opérations augmentées - Meilleure efficacité des DAF et assimilés - Tenue de la comptabilité matière effective	- Mise en place d'un nouvel organigramme de la DGB et renforcement des capacités de la DGB et DRB - Harmoniser le CSLP, les programmes sectoriels et les budgets programmes - Améliorer le système de gestion budgétaire - Mettre en place un programme de formation - Interconnecter le SIG des dépenses publiques et le sécuriser - Accroître la performance des DAF et assimilés, - Renforcer la comptabilité matière.	3.550	2007-2009	MEF MEF CAISFF/MEF MEF MDEAF
Développement de l'efficacité des administrations fiscales et financières Informatisation Pression fiscale Recouvrement fiscal	- Fiabilité des documents comptables et production dans les délais, Prise en charge de toutes les opérations de l'Etat dans la balance du Trésor, TOFE conforme aux directives de l'UEMOA, gestion de la trésorerie renforcée - Déployer les logiciels TABOR et DEPENSE dans les régions - Gestion comptable des CT et des EPA informatisé, services de proximité rendus - Installation de Sydonia ++ dans tous les postes de douane - Interconnexion des systèmes informatiques des postes de douane	- Rendre plus transparentes et simplifier les opérations financières et comptables du Trésor - Informatiser la comptabilité des collectivités territoriales et des EPA - Généralisation de Sydonia ++	10 290	2007-2009	MEF, MDEAF, MIC -
	Elargissement et maîtrise de l'assiette fiscale	Etude sur les mesures requises pour atteindre l'objectif de 17% de pression fiscale en 2008 conformément aux directives de l'UEMOA Mise en œuvre des mesures adéquates pour atteindre l'objectif de 17% de pression fiscale en 2008 - Identification correcte des contribuables et l'information des contribuables enfin de maîtriser les évasions fiscales - Renforcement des capacités des services de recouvrement	5 900	2007-2008	MEF, MDEAF
Intégration des financements extérieurs aux procédures	- Recueillir les informations nécessaires	- Adapter les procédures budgétaires en vue de la généralisation			MEF

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
budgétaires nationales	pour améliorer la prévisibilité des ressources de l'aide budgétaires - Maîtrise par l'Etat de la totalité des ressources du Budget - Accentuation de la décentralisation des investissements	des appuis budgétaires - Rendre l'information comptable produite exhaustive, de qualité et disponible - Placement des investissements sous la maîtrise d'ouvrage des CT	50	2007-2009	MEF MEF
Amélioration de l'efficacité et de la transparence des procédures des marchés publics	- Champ d'application du Code redéfini, seuil de passation relevé, achats hors marchés réglementés - Organisation de la DGMP déconcentrée - Réglementation des marchés adaptée à la décentralisation - Contrôles plus efficace et plus indépendants, autorité contractante mieux responsabilisée, procédures des marchés publics appliquées - Accès des PME et des entreprises nationales aux marchés publics encouragé - Prix justes obtenus pour tous les achats publics	- Renovation du cadre réglementaire pour la passation des marchés publics - Renforcement des structures de contrôle - Renforcer les capacités de la DGMP - Amélioration de l'accès des PME et des entreprises nationales aux marchés publics - Renforcement de la gouvernance et de la transparence dans la passation des marchés publics - Révision de la mercuriale des prix	50	2007-2009	MEF MEF MEF
Renforcement de la gouvernance et accroissement de la Transparence (Actions transversales)	- Textes conformes aux directives 5/9 et 6/97 de l'UEMOA - Organisation, procédures et compétences du MEF adaptées - Progression de l'efficacité des contrôles - Rôles de contrôle et d'évaluation de la section des comptes de la Cour Suprême, de l'Assemblée Nationale, du Contrôle Général des Services Publics et de l'Inspection des Finances renforcés - Elévation du niveau de compétence des agents	- Rendre conformes les textes législatifs aux Directives de UEMOA - Adaptation des organigrammes et des cadres organiques des services du MEF à leurs missions - Rendre cohérent et efficace le système de contrôle - Fiabilisation des contrôles juridictionnels et administratifs - Renforcement des capacités de la section des comptes de la Cour Suprême, de l'Assemblée Nationale, du Contrôle Général des Services Publics et de l'Inspection des Finances - Adapter le contrôle de conformité - Améliorer la qualité du contrôle à priori et le renforcer - Créer une structure de formation permanente des agents des finances - Elaborer un Schéma Directeur Informatique pour le MEF	2.520	2007-2009	Gouvernement Primature MEF AN CGSP/ Primature MEF MEF Section des comptes / Cour suprême
3.2 Poursuite de la réforme de l'environnement des affaires					
Amélioration de l'environnement des affaires	Mise en application de la loi instaurant un identifiant unique				MPIPME
	Informatisation du registre du commerce.	Mesures de lutte contre la corruption notamment dans le cadre du 10 ^{ème} FED			MJ, MIC
	Informatisation du registre du crédit mobilier.	Simplification des procédures de création d'entreprises			MEF, MPIPME
	Création d'un guichet unique pour la				MPIPME

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
	création des entreprises.				
	Etude comparative sur la compétitivité de la fiscalité des entreprises par rapport aux pays de l'UEMOA	Simplification de la fiscalité des entreprises notamment dans le cadre du 10 ^{ème} FED			MEF, MMEIA
	Mise en cohérence du cadre réglementaire et du système judiciaire dans l'environnement des affaires	Amélioration du système judiciaire			MJ, MPIPME
	Etude sur la réduction de la taxe d'enregistrement de la propriété.	Amélioration de l'accès au foncier			MIC
	Relecture du code du travail en vue d'améliorer la flexibilité du marché du travail.	Aménagement de la réglementation du marché du travail			MFPRERI
	Formalités de dossiers de crédit simplifiées et allégées.	Développement de l'accès au financement bancaire			MEF
	Baisse des tarifs de l'eau et de l'électricité. Forte baisse des tarifs des télécommunications	Réduction des coûts des facteurs (investissements et développement de la concurrence)			MEF, MMEE
	Etude sur la formulation de mesures en faveur de la promotion des exportations.	Promotion des exportations			MIC, MPIPME
Promouvoir les exportations	Augmentation du volume des exportations Augmentation du revenu des producteurs	Mise en œuvre des actions prioritaires de la matrice Cadre Intégré	17 000	2007-2011	MIC, MA, MEA, MEF, MEP.
Promouvoir la facilitation du commerce	Transparence des flux commerciaux	Appui au projet d'interconnexion de la DNCC avec SYDONIA+ +	2 000	2007-2011	MIC, MEF
Tirer profit des accords APE et OMC	Les négociations sont bien suivies	- Renforcement des capacités des groupes thématiques de négociations - Suivi des négociations	80	2007-2011	MIC
3.3 Développement du secteur financier					
Améliorer la viabilité, la compétitivité et la performance du secteur financier					
Renforcer le secteur bancaire					
	Mise en œuvre effective de la stratégie d'apurement des créances en souffrance des banques commerciales.	Apurement des créances en souffrance.			MEF
	Privatisation de la BIM	Poursuite des privatisations des banques			MEF
	Création du crédit-bail.	Développement de nouveaux produits financiers, notamment le crédit-bail.			MEF
	- Création d'un Fonds d'Investissements - Développement des cartes de crédit et transferts électroniques	Mise en place d'un fonds d'investissement			MEF, MPIPME
	Amélioration de l'accès des PMI/PME au crédit.	Mesures de facilitation de l'accès des PME au crédit			
	Réduction du déficit de la Sécurité	Restructuration de la sécurité sociale			

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
	Sociale				
Mise en œuvre du plan d'action 2005-2008 relatifs à la micro finance	Secteur financier plus performant	Renforcer, améliorer et généraliser le contrôle et la surveillance du secteur	302,65 276,85	2007 2008	MPIPME /CPA/SFD
		Restructurer et consolider les institutions de micro finance	488,00 435,00	2007 2008	MPIPME, CPA/SFD
		Œuvrer pour la mise en place d'une politique dynamique de promotion en faveur d'un développement extensif, mais aussi qualitatif	1410,00 4170,00	2007 2008	MPIPME, CPA/SFD
3.4 Promotion de la gouvernance démocratique et des libertés publiques					
- Améliorer la performance et la crédibilité du service Public de la Justice - Renforcer l'indépendance de la Justice - Améliorer l'accessibilité de la Justice aux populations					
Administration Générale, Coordination et Contrôle	- Meilleure coordination et un meilleur contrôle - Capacités des structures renforcées - Dispositif de lutte contre la corruption fonctionnelle - Commission Nationale des Droits Humains fonctionnelle - Personnel formé notamment en droits humains - Accès à la justice facilité	- Missions d'inspection des structures - Construction et réhabilitation d'infrastructures et dotation en matériel - Recrutement et formation de personnel - Poursuite de la modernisation et de l'informatisation des juridictions et services centraux rattachés - Appui à la relance de la Commission Nationale des Droits Humains - Ouverture de nouveaux Bureaux d'Accueil et d'Orientation - Organisation de points de presse	15 022	2007-2009	MJ
Elaboration de la politique juridique et judiciaire de l'Etat et gestion de la carrière des Magistrats	- Programmes de formation identifiés, élaborés et mis en œuvre selon les besoins - Avancement des magistrats effectué normalement - Exploitation des données statistiques et des nocives mensuelles assurée - Centralisation des statistiques instaurée et celles-ci sont exploitées - Adaptation du statut des professions juridiques et judiciaires assurée - Activités des juridictions sont mieux contrôlées	- Etude sur la fiscalité des professions juridiques et judiciaires - Poursuite de la relecture des statuts des professions juridiques et judiciaires et amélioration de ces statuts - Installation du réseau informatique entre la DNAJ et les Juridictions de Bamako - Formation des acteurs de la justice - Poursuite de la centralisation des données statistiques et exploitation de ces données - Avancement normal des magistrats - Contrôle et moralisation des états et émoluments des huissiers et autres experts judiciaires - Suivi et contrôle de l'activité des juridictions	8 205	2007-2009	MJ
Elaboration et suivi de la législation en matière civile, commerciale et pénale	- Suivi correct de l'application des textes assuré - Textes en matière civile, commerciale et pénale revus et mis en application - Avis donnés sur les avants projets d'Acte Uniforme - Législation conforme au droit communautaire et international	- Organisations des missions de suivi des juridictions - Relecture des textes nationaux soumis pour les rendre notamment conformes au droit international - Relecture du Casier judiciaire - Etudes en matière de sceaux et de la nationalité - Activités liées à l'OHADA - Mise en œuvre du Fichier national du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier	844	2007-2009	MJ
Renforcement et modernisation des institutions pénitentiaires et de l'éducation surveillée	- Conditions de détention conformes aux normes internationales - Couverture sanitaire des détenus accrue	- Construction et restauration de maisons d'arrêt - Atteinte d'une meilleure ration alimentaire - Acquisition de matériels	5 882	2007-2009	MJ

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
	<ul style="list-style-type: none"> - Ration alimentaire des détenus améliorée - Fichier moderne des détenus établi - Formation scolaire et professionnelle des détenus assurée 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de formations scolaires, professionnelle et d'alphabétisation - Acquisition et équipement des ateliers - Opérationnalisation des Directions régionales - Concrétisation de la politique nationale de rééducation et de réinsertion sociale - Renforcement des structures des pénitenciers agricoles 			
Formation du personnel judiciaire et diffusion du droit	<ul style="list-style-type: none"> - Acteurs de justice mieux outillés pour accomplir avec plus d'efficacité leurs missions - Accès à l'information juridique réalisé - Cadre approprié de travail mis en place 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des Auditeurs de justice, des Greffiers - Stagiaires, des Secrétaires des Greffes et Parquets et des Surveillantes de prison - Développement d'un réseau informatique et de l'accès à l'information juridique - Aménagement du cadre de travail - Mise à jour, amélioration et extension des programmes de formation - Renforcement des infrastructures et réforme de l'INFJ 	2 428	2007-2009	MJ
Renforcement des capacités et des aptitudes de l'Etat et des organisations de la société civile à la détection et à la prévention de la corruption					MJ CDI
Renforcement de la transparence dans la gestion des marchés publics (voir Axe 4 Amélioration et modernisation de la gestion des finances publiques)					
Renforcement de la paix et de la sécurité	Quiétude de la population assurée	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de nouvelles forces de sécurité, de nouveaux postes de sécurité, d'unités de la gendarmerie, d'unités de la police - Organisation de patrouilles le long des lignes frontalières et des centres urbains - Couverture sécuritaire des élections présidentielles et législatives en 2007 	43 092	2007- 2009	MSIPC
Lutte contre la délinquance financière	Accroissement de l'efficacité de la lutte contre la délinquance financière	Mise en œuvre des recommandations GAF) et exécution des actions du GIABA dont notamment la création de la cellule nationale de traitement des Informations Financières (CENTIF)			
3.5 Renforcement des capacités de la société civile					
Renforcer la participation de la société civile à la gestion des affaires publiques					
		Appui à la mise en place des organes régionaux du CNSC notamment dans le cadre du 10 ^{ème} FED	50		CNSC
		Renforcement de la Gouvernance au sein de la société civile	300		CNSC
		Élaboration d'un plan stratégique et sa mise en oeuvre	40		CNSC
		Appui à l'harmonisation des interventions des OSC	30		CNSC
		Réalisation d'une étude sur la contribution réelle des OSC dans le développement socio-économique du Mali	40		CNSC
		Renforcement des capacités des associations des jeunes dans la formulation, l'élaboration, la mise en œuvre et le	500		CNSC

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
		suivi de projets			
		Renforcement des capacités des acteurs de la Société civile dans la conception, l'exécution, l'évaluation de politiques de développement	350		CNSC
		Création d'une base de données au niveau des organisations faîtières	100		CNSC
		Mise en œuvre d'un programme de la société civile sur la paix et la sécurité	250		CNSC
3.6 Renforcement des initiatives d'intégration régionale et sous régionale					
Veiller à l'application des accords et traités relatifs à l'établissement et à la circulation des biens	Les populations et acteurs de l'intégration sont informés et sensibilisés sur les programmes d'intégration	- Suivi des activités de la phase II du programme de co-développement - Création d'un fonds d'urgence et d'assistance pour les rapatriés			MMEIA
Mise en œuvre effective des accords sectoriels dans le cadre de l'UEMOA, de la CEDAO et du NEPAD	-La libre circulation des personnes et des biens, le droit d'établissement et le droit des résidences sont assurés -Les populations et acteurs de l'intégration sont informés et sensibilisés sur les programmes d'intégration	- Harmonisation des programmes de l'UEMOA, CEDEAO, CEN-SAD et de l'UA			MMEIA

4 Développement de l'accès aux services sociaux de base

4.1 Education

D'ici 2015 tous les enfants maliens achèvent une éducation de base de qualité et le secteur éducatif fournit au pays les ressources humaines nécessaires à son développement	La qualité, la gestion de l'éducation de base et l'accès à celle-ci sont améliorés	Amélioration de la qualité et de la gestion de l'éducation de base et amélioration de l'accès à celle-ci.	334 998	2007-2009	MEN
Développer l'enseignement secondaire général	Les capacités d'accueil sont augmentées dans l'enseignement secondaire général	Augmentation des capacités d'accueil dans l'enseignement secondaire général	32 281	2007-2009	MEN
	La qualité et la gestion de l'enseignement secondaire général sont améliorées	Amélioration de la qualité et de la gestion de l'enseignement secondaire général			
Consolider et diversifier l'enseignement technique et professionnel	La formation initiale et continue des formateurs de l'enseignement technique et professionnel est assurée Les formations sont mieux adaptées aux besoins du marché du travail	Formation initiale et continue des formateurs de l'enseignement technique et professionnel Adaptation de la formation aux besoins du marché du travail	14 208	2007-2009	MEN

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
Assurer un enseignement supérieur de qualité adapté aux besoins prioritaires et aux coûts maîtrisés.	La capacité d'accueil des institutions de formation supérieure est augmentée et améliorée. La gestion et la qualité de l'enseignement supérieur sont améliorées	Augmentation et amélioration de la capacité d'accueil des institutions de formation supérieure et amélioration de la gestion et de la qualité de l'enseignement supérieur	56 734	2007-2009	MEN
Entreprendre des travaux scientifiques et technologiques de toute nature pour un développement humain durable	Les résultats de la production scientifique sont accrus et diffusés. Les organes de coordination de la recherche sont dynamiques	Accroissement du niveau de production scientifique, et dynamisation des organes de coordination de la recherche.	2 517	2007-2009	MEN, Instituts de recherche
Assurer la gestion des ressources humaines, la coordination, l'animation et la supervision des activités du département	Les capacités du département sont renforcées à tous les niveaux.	Renforcement des capacités du département en matière de coordination, de planification et de gestion des ressources humaines à tous les niveaux.	65 322	2007-2009	Ministère de l'Education
		Total	440 738		
4.2 Santé					
Rendre disponibles et accessibles les services dans les structures publiques communautaires et privées avec un accent pour les zones pauvres, les zones déshéritées, et/ou d'accès difficile. (Volet 1)	La couverture en centres de santé de 1 ^{er} niveau est assurée : 70% des nouvelles aires définies, dont 80% sont couvertes par le secteur communautaire et 20% par le secteur privé.	Amélioration de l'accessibilité des populations à un Paquet Minimum d'Activités (PMA) de qualité.	120 909	2007-2009	MS
Améliorer la disponibilité du personnel dans les services de santé en mettant un accent sur les services périphériques. (Volet 2)	Le personnel qualifié, motivé et en nombre suffisant est disponible dans les structures de santé à tous les niveaux.	Réforme de la gestion des ressources humaines	45 431	2007-2009	MS
Rendre disponibles les médicaments essentiels, vaccins et consommables, ainsi que des tests de laboratoire au niveau des CSCOM et CSREF dans toutes les zones, en particulier dans les zones pauvres et celles d'accès difficile. (Volet 3)	Les médicaments essentiels et de qualité sont plus disponibles et accessibles à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.	- Disponibilité des médicaments essentiels financièrement accessibles	64 002	2007-2009	MS
Améliorer la qualité des services de santé, augmenter la demande et lutte contre les maladies prioritaires. (Volet 4)	Les populations bénéficient des services de qualité dans les établissements de santé des districts sanitaires, ainsi que des programmes spécifiques de lutte contre les maladies prioritaires.	Amélioration de la qualité des services de santé, augmentation de la demande et lutte contre les maladies prioritaires.	39 242	2007-2009	MS
Améliorer l'accessibilité financière et soutenir la demande et la participation. (Volet 5).	L'accessibilité financière aux soins de santé est améliorée notamment dans les zones pauvres	Amélioration de l'accès des pauvres aux soins de qualité dans les établissements de santé grâce au mécanisme de tiers payant.	7 595	2007-2009	MDSSPA
Améliorer la qualité des services de santé dans les établissements hospitaliers et autres établissements de recherche. (Volet 6).	Les établissements spécialisés, y compris les institutions de recherche, concourent à l'amélioration de l'état de santé des populations, notamment des pauvres.	Amélioration de l'état de santé des populations notamment des pauvres par la mise en œuvre des plans d'action des établissements spécialisés, y compris les institutions de recherche	29 774	2007-2009	MS

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
Renforcer la décentralisation et les capacités institutionnelles. (Volet 7).	Les collectivités territoriales, sont capables de gérer plus efficacement les problèmes de santé dans les communes, les cercles et les régions.	Amélioration des capacités de gestion des communes, cercles et régions dans le cadre des transferts de compétence en matière de santé	39 384	2007-2009	MS, Instituts de recherche, MATCL, MDSSPA
		Total	346 337		

4.3 Développement social

Assurer la protection et la promotion des catégories sociales et communautés en situation particulièrement difficile par des mesures de prévention, de réparation et de réinsertion (Volet 1).	La protection et la promotion des personnes handicapées sont améliorées par des mesures de prévention, de réparation et de réinsertion.	Promouvoir l'intégration socio-économique des personnes handicapées.	25 817	2007-2009	MDSSPA
Renforcer les capacités d'autopromotion des communautés rurales Améliorer les revenus et l'accès aux services de base pour les plus pauvres (Volet 2).	Les conditions de vie des communautés rurales ciblées les plus défavorisées sont améliorées.	Amélioration des conditions de vie des communautés rurales ciblées les plus défavorisées ciblées.	50 279	2007-2009	MDSSPAFSN /ODHD /ONG et Associations
Etendre progressivement la couverture des risques sociaux à l'ensemble de la population par divers mécanismes et améliorer l'accessibilité financière aux soins. (volet 3)	La couverture des risques sociaux est progressivement étendue à l'ensemble de la population et l'accessibilité financière aux soins est améliorée.	Extension du champ d'application de la sécurité sociale	14 545	2007-2009	MDSSPA.
Renforcer les capacités institutionnelles du MDSSPA, des institutions partenaires et des organisations de l'économie sociale et solidaire. Développer le cadre institutionnel et le processus de mise en œuvre des interventions sociales au niveau décentralisé (volet 4).	Un cadre juridique et institutionnel adapté aux missions du département est défini	Définition d'un cadre juridique et institutionnel adapté aux missions du département	43 810	2007-2009	MDSSPA.
	Les structures et les ressources du département sont gérées et planifiées de façon plus efficiente	Planification et gestion efficiente des structures et des ressources du département			
Améliorer quantitativement et qualitativement les ressources humaines conduisant à la professionnalisation du secteur social. (volet 5)	Les capacités et la qualité de l'enseignement de l'INFTS et du CAMASC sont améliorées	Améliorer les capacités et la qualité d'enseignement de l'INFTS et du CAMASC	8 178	2007-2009	MDSSPA.
		Total	142 619		

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
4.4 Eau potable et assainissement					
Satisfaire les besoins en eau, qualité et en quantité, d'une population en croissance, ainsi que des divers secteurs de l'économie nationale en développement, en veillant au respect des écosystèmes aquatiques et en préservant les besoins des générations futures	50 AEP et 3 000 points d'eau modernes sont réalisés	Réalisation et réhabilitation de points d'eau modernes dans le cadre de la mise en œuvre du PNAEP à travers une approche sectorielle (PROSEA)	132 000	2007-2011	MMEE, MATCL/MS/MEA/MEF/MPAT
	100 AEP et 1 700 points d'eau modernes sont réhabilités		49 000	2007-2011	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
	Le mécanisme de suivi évaluation des projets et programmes est mis en place et fonctionnel	Mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation des projets et programmes (investissements Etat/PTF)	500	2007-2011	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
Assurer la protection des hommes et des biens contre les actions agressives de l'eau et assurer la protection des ressources en eau contre les diverses pollutions	Les textes d'application du Code de l'Eau sont appliqués	Application du Code de l'Eau	40	2008	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
	La stratégie de suivi - évaluation des ressources en eau est adoptée et mise en œuvre	Mise en œuvre de la stratégie de suivi évaluation des ressources en eau	5 500	2007-2011	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
	Le PAGIRE est élaboré et adopté	Elaboration, adoption du PAGIRE	100	2007	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
	Le PAGIRE est mis en œuvre	Mise en œuvre du PAGIRE	A évaluer	2008-2011	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
	Le Laboratoire de la Qualité des Eaux de Mopti est construit, équipé et fonctionnel	Construction et équipement du Laboratoire de la Qualité des Eaux de Mopti	200	2007-2008	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
Contribuer au développement des activités agro-sylvo-pastorales par leur sécurisation vis à vis des aléas climatiques, afin de prendre part activement à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation de la sécurité alimentaire	La stratégie de l'hydraulique pastorale est élaborée et mise en œuvre	Elaboration et mise en œuvre de la stratégie de l'hydraulique pastorale	200	2008	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
Alléger la charge du secteur de l'eau sur les finances publiques, par un partage solidaire des charges entre les pouvoirs publics, les collectivités territoriales et les usagers	La Stratégie d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement relue	Relecture de la Stratégie d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement	30	2007-2011	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
	La stratégie nationale de maintenance et d'entretien des infrastructures d'eau potable est adoptée et mise en œuvre	Adoption et mise en œuvre de la stratégie nationale de maintenance et d'entretien des infrastructures d'eau potable	200	2007	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
Promouvoir la coopération régionale pour la gestion des eaux transfrontalières afin de prévenir les conflits liés à leur utilisation	La stratégie de Communication du secteur eau est mise en œuvre	Mise en œuvre de la Stratégie de Communication du secteur eau	446	2008-2011	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
	Les éditions 2008 et 2010 du SIDEAU sont tenues	Tenue du Salon International de l'Eau	240	2008-2010	MMEE, MATCL, MS, MEA, MEF, MPAT
		Total	188 186		

4.5 Création et promotion d'emplois durables

Améliorer le cadre législatif et la promotion de l'emploi	- Des travaux à haute intensité de main d'œuvre sont réalisés sur l'ensemble du territoire national - Des emplois sont créés et/ou consolidés dans le secteur associatif ou coopératif.	Consolidation de la politique nationale de l'emploi et Coordination des activités des structures intervenant dans le domaine de l'emploi	68 461	2007-2009	MEFP, MFPFRERI
Mettre en place une politique cohérente de formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage.	La formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage est progressivement étendue à l'ensemble du territoire	Amélioration de l'accès et de la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage.	26 251	2007-2009	MEFP, MFPFRERI
Assurer la gestion des ressources humaines, la coordination, l'animation et la supervision des activités en matière de formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage.	La synergie des actions de coordination est assurée.	Mise en place d'un mécanisme de coordination des programmes dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'emploi.	11 475	2007-2009	MEFP, MFPFRERI
		Total	106 187		
4.6 Lutte contre le VIH Sida					
Lutter contre le VIH SIDA	La prévention en matière du VIH SIDA est assurée Les personnes infectées et affectées sont	Prévention et traitement des personnes infectées et affectées par le VIH SIDA	28 008	2007-2009	Haut Conseil National de lutte contre le

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
	prises en charge.				VIH SIDA / tous les départements

5 Questions Transversales

5.1 Genre

Orienter, coordonner, évaluer et contrôler les activités du département, gérer les ressources et l'information.	Les capacités d'intervention et d'impulsion sont renforcées	Renforcement des capacités d'intervention et d'impulsion pour la mise en œuvre du genre dans les projets/programmes de développement.	4 825	2007-2009	MPFEF
Améliorer le statut social de la femme	Le bien être de la femme est amélioré.	Renforcement du bien être de la femme à travers l'éducation, la formation, la promotion économique, sociale et culturelle.	4 879	2007-2009	MPFEF
Assurer le bien être de l'enfant et de la famille.	L'environnement relatif à la réalisation des droits de l'enfant et de la famille est propice.	Promotion d'un environnement favorable à la réalisation des droits de l'enfant et de la famille	5 466	2007-2009	MPFEF
Total			15 170		

5.2 Paix et sécurité

Préserver la paix sociale au Mali		Prendre en compte la dimension paix – sécurité dans tous les projets et programmes ; Intégrer la thématique transversale paix – sécurité dans les interventions de la société civile -			
Assurer la sécurité personnelle du citoyen		Renforcer les capacités des forces de sécurité intérieure et de la protection civile ; Renforcer la sécurité routière et fluviale ; Asseoir les bases d'une police de proximité ; Renforcer la prévention et la gestion des conflits communautaires ; Renforcer le dispositif de la gestion des catastrophes ; Mettre en place une véritable gouvernance de la sécurité intérieure et de la protection civile.			

5.3 L'aménagement du territoire

Une répartition équilibrée des populations et des activités sur l'ensemble du territoire national		Mettre en place d'un système d'information géographique			
Une cohérence des activités publiques et privées qui contribuent au développement économique du pays		Elaborer des schémas d'aménagement aux différents niveaux territoriaux			
Une réduction des disparités interrégionales et intra-régionales en matière de développement		Revoir des schémas, plans et programmes sectoriels et/ou régionaux et locaux antérieurs à l'adoption de la politique nationale d'aménagement du territoire			

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
L'émergence de régions économiques axées sur des pôles de développement					
Une meilleure coordination des actions de développement des acteurs aux différents niveaux territoriaux		Former et sensibiliser les acteurs de l'aménagement du territoire			
La promotion d'une gestion foncière apaisée et traditionnelle					
La cohérence des politiques sectorielles nationales, communautaires et africaines					
Le renforcement de l'intégration dans l'espace UEMOA.		Etablir les relations de partenariat avec les organisations/institutions sous-régionales engagées dans la promotion de l'aménagement du territoire (UEMOA, CILSS)			

6 Renforcement de l'appareil statistique et du suivi du CSLP

6.1 Renforcement de l'Appareil Statistique

	Principales enquêtes disponibles sur CD-ROM Statistiques disponibles sur support électronique	Archivage électronique et diffusion de l'information statistique. Lancement et diffusion de la base de données Malikunnafoni	10 300 dont 5 600 entre 2007 et 2009	2007	MPAT	
	Premiers résultats de l'ELIM 2006 disponibles. Lancement de la prochaine enquête ELIM en 2008	Pérennisation de l'enquête ELIM (tous les 2 ans et accroissement du taux de sondage pour obtenir des résultats significatifs au niveau des collectivités décentralisées)		2008		
	La production des statistiques de base est améliorée	Réalisation du recensement des artisans		2007		
		Elargissement du champ des indicateurs à l'environnement, à l'énergie et au tourisme		2007		
		Production d'un TES de base suivant le logiciel ERETES				
		Immatriculation des personnes physiques et morales		2007		
		Réalisation de l'enquête maraîchère		2008		
		Réalisation du 4ème recensement général de la population et de l'habitat		2008		
		Réalisation de la 3ème enquête budget consommation		2008-2009		
	Réalisation d'analyses économiques de certaines filières (riz, bétail, viande, avicole, karité, sésame, etc.)	2007-2009				
	Mise en œuvre effective du projet de loi portant création de plusieurs nouvelles CPS sectorielles.	Appui à la création des nouvelles CPS		2007		CPS des Ministères
	Personnel de la CPS formé (techniques d'enquêtes, traitement et analyse de données, logiciels stat. cartographiques)	Renforcement institutionnel des CPS existantes et formation du personnel		2007-2009		
	Statistiques sectorielles produites et diffusées	Tableau de bord sectoriel		2007-2009		
Appui à la production statistique		2007-2009				

Objectifs	Résultats	Actions	Coût (millions FCFA)	Période	Structures Resp.
-----------	-----------	---------	----------------------	---------	------------------

6.2 Renforcement du suivi du CSLP

Améliorer la coordination, le suivi -évaluation des politiques, des programmes, des stratégies sociales, économiques, culturelles, sectorielles et spatiales de développement	La gestion des projets et programmes de développement est assurée	Appui à l'élaboration des projets et programmes de collectivités locales	4 358	2007	MPAT
		Extension du GEPRIMA au niveau des CPS		2007	
		Elaboration du rapport de la 7 ^{ème} Revue des projets et programmes du Mali		2007	
		Atelier de formation des DRPSIAP, CPS et assemblées régionales à l'évaluation des politiques et stratégies de développement		2008-2009	
		Etude sur la stratégie d'assistance technique		2008-2009	
	Aménagement équilibré et viable du territoire national	Mise en place d'un système d'information géographique (SIG) et formation.	4 358	2007	MPAT
		Evaluation des schémas et programmes sectoriels et spatiaux		2007	
		Ateliers de formation des comités régionaux sur l'aménagement du territoire		2007	MPAT
	Les variables démographiques sont intégrées dans les programmes de développement	Etude prospective sur les ressources humaines	4 358	2007	MPAT
		Elaboration d'un programme d'études et de recherches en population et développement		2007	
		Etude prospective sur la formation et l'emploi		2008-2009	